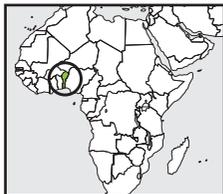


Sans dialogue ni planification il n'y a pas de développement durable



Le Gouvernement n'a pas été en mesure de mettre en place un modèle de développement basé sur la planification à long terme. L'économie décroît et les inégalités augmentent à un rythme alarmant, mais le Gouvernement gaspille le budget en publicité ou continue à multiplier les fonctionnaires. Les catastrophes naturelles qui affectent l'agriculture, et la santé et l'éducation de la population, mettent en exergue le manque de prévision. Les progrès obtenus jusqu'à présent, tels qu'un meilleur accès à l'eau potable et un système d'assurance maladie, sont insuffisants. La mise en place d'un modèle de développement durable se fait de plus en plus pressante.

Social Watch Bénin
Dieudonné Houinsou
Hugette Dossa
Hypolyte Fallade

Le Gouvernement n'est pas parvenu à mettre en place un modèle de développement durable. Négligeant le dialogue entre les différents secteurs de la société et faisant preuve d'un manque notable d'engagement pour promouvoir la transparence et éradiquer la corruption, ses stratégies pour faire face aux problèmes économiques et environnementaux révèlent une absence de planification à long terme et sont, non seulement incomplètes du point de vue du développement durable (puisqu'elles ne tiennent pas compte des problèmes environnementaux ou sociaux), mais aussi tout simplement vouées à l'échec.

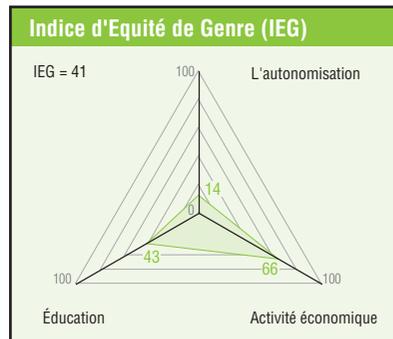
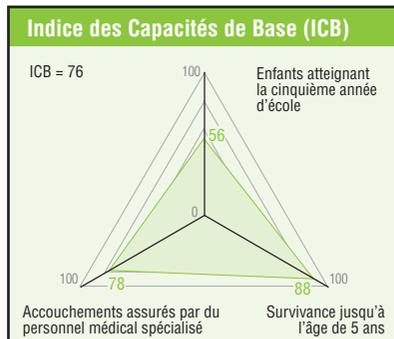
Par exemple, le taux de croissance de l'économie du Bénin est passé de 5 % en 2008 à 3 % en 2010¹. Les effets de la crise financière mondiale ont été ressentis surtout à cause de la baisse des exportations et de la recette fiscale, et on constate de grandes disparités entre les différents départements du pays, avec une différence particulièrement sensible entre l'Alibori, le département le plus pauvre et le département de Littoral, le plus riche².

Fonction publique

Ces dernières années il y a eu une augmentation notable du nombre de fonctionnaires³. Cette augmentation peut s'expliquer, entre autres, par l'absence d'une politique salariale adéquate en dehors des emplois publics, mais aussi par l'extrême politisation du Gouvernement qui ne stimule pas la création de nouveaux emplois dans le secteur privé. Cela a également des implications sur les dépenses publiques croissantes, avec un État qui n'hésite pas à utiliser ses fonds à des fins de propagande ou à multiplier les postes dans les divers ministères.

Prévoir les catastrophes naturelles

Le Gouvernement a également fait preuve d'un manque de planification et de prévision à l'égard



de l'environnement et des catastrophes naturelles. Entre juillet et octobre 2008, de fortes pluies ont causé des crues et des inondations en Afrique occidentale ; le Bénin a été l'un des pays les plus touchés, avec au moins 150 000 personnes déplacées et un risque important de choléra, de méningite et de fièvre jaune⁴. En outre, les inondations ont causé la perte de récoltes entraînant, de ce fait, une menace d'insécurité alimentaire.

En septembre 2010, cette situation s'est répétée avec la crue anormale des rivières Oueme et Niger. Parmi les dégâts causés par ces inondations on compte des centaines de maisons et d'écoles endommagées, des milliers de personnes sans abri, la destruction de nombreuses hectares de cultures, la mort du bétail et la propagation de maladies. Les victimes ont été logées dans des écoles et il a fallu attendre fin novembre pour que l'eau se retire et que les gens puissent rentrer chez eux.

Ces catastrophes ont eu un profond impact sur l'éducation. Les routes d'accès aux écoles ont disparu ou ont été inondées. Selon le rapport du Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (UNOCHA Bénin) publié en novembre 2010, les inondations ont affecté plus de 425 écoles à travers tout le pays et plus de 91 000 élèves ont été touchés dans la mesure où leurs écoles ont été détruites ou le matériel pédagogique a été emporté par la crue⁵.

La réponse du Gouvernement a été insuffisante. Il a offert aux victimes une aide de 20 millions de francs CFA (42 944 USD) consistant en moustiquaires imprégnées d'insecticide, médicaments et vêtements. Ultérieurement il a été nécessaire de recourir à l'aide internationale pour aider les victimes, alors qu'il est devenu évident que l'initiative du Gouvernement avait négligé d'autres besoins fondamentaux des personnes touchées, à tel point que beaucoup d'entre elles ont été forcées de vendre les marchandises provenant du plan d'aide pour pouvoir subsister. Par ailleurs, la tâche de distribution des dons provenant du secteur privé et de l'aide gouvernementale aux victimes a été assignée aux autorités, sans tenir compte des organisations de la société civile, telles que Social Watch. De plus, quelques observateurs ont dénoncé des manœuvres de détournement de fonds et des irrégularités dans la gestion des aides et des dons.

Le changement climatique

Il existe un large consensus au sein de la communauté scientifique affirmant que le changement climatique augmente le risque de ce type de catastrophes. L'importance de l'activité humaine (par exemple, l'émission de gaz à effet de serre à l'échelle industrielle) est aussi fermement établie comme un facteur aggravant du réchauffement climatique. Le Bénin est l'un des pays qui libèrent le moins de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, avec des émissions qui variaient entre 0,3 et 0,6 tonnes par personne en 2005, soit un total de moins de 2,6 millions de tonnes pour toute l'année. Les pays les plus pollueurs – les États-Unis, la Chine, la Russie, le Brésil – ont atteint des niveaux allant jusqu'à 69 tonnes par personne avec des chiffres globaux allant jusqu'à 7,2 milliards

1 Index Mundi, "Benin Economy Profile 2011", <www.indexmundi.com/benin/economy_profile.html>.

2 Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC), *Bénin*, <www.sdc.admin.ch/en/Home/Countries/West-Africa/Benin>.

3 BBC News, "Public Sector Growth Accelerating".

4 World Health Organization, *Floods in West Africa raise major health risks*, (19 août 2008), <www.who.int/mediacentre/news/releases/2008/pr28/en/index.html>.

5 UNOCHA Bénin, "Benin Floods Situation Report," 8, no.4 (novembre 2010), <reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A793C314A84DD041852577D1006AB93F-Full_Report.pdf>.

de tonnes⁶. Il est donc clair que les pays ayant les économies le plus pauvres sont ceux qui paient le prix de l'activité polluante des pays les plus développés.

D'autre part, à mesure que le changement climatique s'aggrave les inondations deviendront un problème chronique et il faudra consacrer plus d'efforts à la planification à long terme. Un des principaux défauts du Gouvernement est précisément l'absence de vision à long terme. Pour cette raison, on peut facilement prédire que le Bénin devra surtout relever le défi inhérent aux changements climatiques. Il faut non seulement trouver un moyen de prévoir les futures crues des fleuves afin de minimiser le plus possible les dégâts, mais il faudra aussi chercher de nouvelles stratégies pour améliorer la production agricole tout en réduisant l'impact environnemental et social.

L'allocation des ressources pour les travaux de reconstruction après les inondations compliquera et retardera inévitablement les programmes de développement. Des fonds qui auraient pu être investis dans la recherche, le développement et la mise en œuvre de modèles de production plus efficace devront être utilisés pour la reconstruction du pays.

Agriculture circulaire

La contribution de l'agriculture à l'économie du Bénin au cours des dix dernières années s'est traduite par une moyenne de 35 % du PIB, ce qui la place juste au-dessous du secteur des services. 45 % du total des travailleurs⁷ appartiennent au secteur agricole. Parmi les problèmes liés à l'agriculture se trouvent la faible productivité et les niveaux élevés de pauvreté chez les travailleurs agricoles. En outre, une grande partie des terres disponibles n'est pas exploitée.

Le Gouvernement a lancé au cours des dix dernières années trois plans de développement qui affecteront ce secteur. Entre 2003 et 2005, la Stratégie de réduction de la pauvreté, et entre 2007 et 2009 le programme de la Stratégie de croissance, destiné à réduire la pauvreté ; tous deux abordent le problème de l'agriculture selon une perspective générale. Cette situation a changé avec le plan stratégique de réactivation de l'agriculture (PSRSA) de 2008, qui visait à atteindre la sécurité alimentaire d'ici 2015 tout en veillant à ce que l'agriculture contribue au développement économique et social du pays

Un des inconvénients du PSRSA est que le modèle de croissance de l'agriculture appliqué implique un abus significatif du sol, de sorte que le risque de dégradation du sol peut, à long terme, compromettre les attentes concernant les niveaux de production. L'utilisation intensive d'engrais (nécessaires pour assurer le respect des quotas de production gérés par le programme) peut également causer des dommages importants à l'environnement (par exemple, l'érosion des sols, qui, entre autres, limite la capacité d'absorption d'eau par le sol, augmentant ainsi le risque d'importantes inondations). Cela montre que les stratégies mises en place par le Gouvernement sont vouées à l'échec à long terme et ne peuvent pas être considérées comme un modèle de développement durable⁸.

Il a été suggéré que le système de « l'agriculture circulaire » développé en Chine à la fin des années 1990 pourrait s'adapter au Bénin. Ce système est basé sur un système dénommé Economie circulaire, et bien qu'à ce jour il n'en existe aucune définition officielle, ce modèle pourrait être caractérisé par l'utilisation efficace des ressources et des déchets en mettant l'accent sur le recyclage, créant de ce fait un flux circulaire de matériaux (un exemple pourrait être l'utilisation de la chaleur générée par certains processus pour en activer d'autres qui fonctionnent à une température inférieure). L'objectif de ce système est de créer une économie plus efficace tout en étant moins polluante. En ce qui concerne l'agriculture, l'utilisation efficace des ressources de la biomasse, dont les sources d'énergie, est la pierre angulaire du modèle proposé.

La mise en place de l'agriculture circulaire au Bénin requiert une étude approfondie des ressources naturelles disponibles et une reformulation des lois et des règlements en vigueur concernant la protection de l'environnement et l'utilisation des ressources. D'autre part, le coût de l'acquisition des technologies nécessaires peut entraver l'adoption de ce modèle de production.

Néanmoins, à travers des plans successifs, le Gouvernement a agi dans le sens de la reconnaissance de l'importance de l'agriculture et de la création d'un modèle de production plus efficace dans ce secteur. Jusqu'à présent, les plans mis en place sont insuffisants et sans prévision à long terme, mais les premiers pas ont été faits.

Des progrès insuffisants

Bien que les modèles de développement appliqués soient loin d'être satisfaisants, en grande partie parce qu'ils ne tiennent pas compte du dialogue entre le Gouvernement, la société civile et d'autres secteurs sociaux, des progrès ont eu lieu concernant la couverture des besoins essentiels.

En ce qui concerne l'accès à l'eau potable de la population rurale, par exemple, des efforts importants ont été faits et ont permis de passer d'un taux d'accès de 36 % en 2003 à un taux de 55,1 % en 2009.

Quoi qu'il en soit, il est inévitable de considérer que, de toutes les ressources mises à disposition par le secteur privé, le Gouvernement en a fait usage pour seulement 30 ou 40 % ; il est donc concevable qu'une planification plus efficace aurait pu conduire à une croissance plus importante.

En ce qui concerne la santé, la mortalité materno-infantile a considérablement diminué durant cette période. La mortalité maternelle est passée de 474,4 décès pour 100.000 naissances vivantes en 2002 à 397 par 100.000 naissances vivantes en 2007, tandis que la mortalité infantile est passée de 86 décès pour 1000 naissances vivantes en 2003 à 63 décès pour 1000 naissances vivantes en 2010⁹. De même, la prévalence du VIH / SIDA, estimée à 1,8 %, est parmi les plus basses de tous les pays d'Afrique de l'Ouest ; par exemple, par rapport aux chiffres enregistrés en Côte d'Ivoire (7,1 %), au Nigeria (3,9 %) et au Togo (3,2 %) ¹⁰. En dépit de ces réussites remarquables, la plupart des indicateurs du secteur sont en retard par rapport aux Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Conclusion

Le développement durable implique une planification à long terme et doit tenir compte des relations entre les divers secteurs de la société. Cependant, jusqu'à présent la politique du Gouvernement a été non seulement limitée dans sa portée, mais aussi responsable de l'appauvrissement de la population et du ralentissement de la croissance économique. Il y a peu de dialogue entre le Gouvernement, les organisations de la société civile et les autres secteurs. Des organisations telles que Social Watch, qui travaillent activement pour dénoncer les erreurs du Gouvernement, ont réussi à promouvoir certaines mesures positives, mais leur travail est souvent bloqué et elles sont souvent victimes d'intimidations de la part des pouvoirs de l'État. ■

6 Informations disponibles à Climate Analysis Indicators Tool (CAIT), <cait.wri.org>.

7 Journal of Sustainable Development, *Sustainable Agriculture in Benin: Strategies for Applying the Chinese Circular Agriculture Model*, <www.ccsenet.org/journal/index.php/jsd/article/view/5354/4462>.

8 Ibid.

9 Index Mundi, *Benin Mortality Rate*, (2011), <www.indexmundi.com/benin/infant_mortality_rate.html>.

10 Instituto del Tercer Mundo (ITeM), *Guía del mundo 2010*, (Montevideo: éditions G3, 2009).